



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

## fonctionnement

Question au Gouvernement n° 3264

## Texte de la question

### ÉDUCATION NATIONALE

M. le président. La parole est à M. Pierre Gosnat, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Pierre Gosnat. Monsieur le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative, à l'instar du collège Romain Rolland d'Ivry-sur-Seine, enseignants, parents et élèves de toute la France sont vent debout contre votre politique. Ils s'élèvent contre la suppression annoncée de 16 000 postes dans l'éducation nationale. De fait, nous assistons à une véritable saignée, notamment dans les régions les plus en difficulté : 577 postes supprimés dans l'académie de Créteil, 822 dans celle de Metz-Nancy, 806 dans le Nord.

Semaine après semaine, les députés d'opposition vous interpellent et relaient le mécontentement populaire. Vos réponses invariables enfilent contrevérités sur contrevérités.

Vous ne cessez de répéter que le budget de l'éducation nationale est en augmentation de 1,6 %. C'est vite oublier qu'avec une inflation à 2 % cette augmentation est nulle ! Vous déclarez que le taux d'encadrement des élèves est meilleur aujourd'hui que dans les années 90, et pourquoi pas depuis Charlemagne ! Pourtant, le rapport de l'OCDE démontre que la France a un taux d'encadrement des élèves qui se situe loin derrière l'Allemagne, l'Espagne ou l'Italie. Et vous ne mentionnez pas les 40 000 élèves supplémentaires à accueillir l'an prochain.

Vous vous targuez d'augmenter de 10 % les salaires des professeurs en début de carrière, mais ne dites rien du gel du point d'indice dans la fonction publique, qui affecte le pouvoir d'achat de tous les enseignants ! Sans parler du sort de dizaines de milliers de précaires !

Enfin , le comble, vous arguez que l'éducation nationale est le premier employeur de France alors que vous organisez le plus grand plan social du pays !

Monsieur le ministre, vos contrevérités ne passent plus. Vous êtes à créditer d'un zéro pointé ! Alors, quand allez-vous revoir votre copie, sachant que vous n'aurez pas le droit au redoublement l'an prochain ?

*(Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.)*

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative.

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative*. Monsieur le député, je voudrais juste citer un chiffre : cette année, l'État va emprunter 180 milliards d'euros pour boucler son budget *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC)*, c'est-à-dire trois fois le budget de l'éducation nationale ! Cela signifie que nous allons envoyer la facture de leurs études aux 12 millions d'élèves qui sont dans nos classes *(Protestations sur les bancs du groupe SRC)* et qu'ils devront payer 20 000 euros de dette alors que vous êtes attaché comme moi, monsieur le député, à la gratuité du système éducatif.

Donc, vous voulez continuer, vous voulez augmenter la facture de la dette ! *(" Non ! " sur plusieurs bancs du groupe SRC.)* Nous avons choisi un autre chemin. Nous avons choisi, autour du Président de la République, avec le Premier ministre, de maîtriser la dépense publique. Et nous avons choisi de le faire avec discernement, monsieur le député.

Regardez la situation d'autres pays européens, que Christine Lagarde évoquait à l'instant ! Voyez la situation de la Grèce, de la Grande-Bretagne, de l'Italie !

M. Henri Emmanuelli. On est en France !

M. Luc Chatel, *ministre*. Dans ces pays, on licencie des enseignants, on baisse leur rémunération. Nous n'avons pas choisi ce chemin. Nous avons choisi d'agir avec discernement en ne remplaçant pas la moitié des fonctionnaires qui partent en retraite.

M. Marcel Rogemont. Et les 3 milliards pour la baisse de la TVA sur la restauration !

M. Luc Chatel, *ministre*. Je le redis devant vous : il y aura plus de professeurs à la rentrée prochaine qu'il n'y en avait il y a quinze ou vingt ans dans le système éducatif.

Monsieur le député, à votre diktat des moyens nous répondons par l'innovation pédagogique. Je suis désolé de vous le dire, mais vous êtes dans l'obsession du chiffre là où nous sommes dans l'attention à chacun. La majorité a fait son choix pour l'avenir de l'école. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Pierre Gosnat](#)

**Circonscription :** Val-de-Marne (10<sup>e</sup> circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3264

**Rubrique :** Enseignement

**Ministère interrogé :** Éducation nationale, jeunesse et vie associative

**Ministère attributaire :** Éducation nationale, jeunesse et vie associative

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 19 mai 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 19 mai 2011